



Trente ans d'histoire du féminisme en Belgique autour de l'Université des femmes (2/2)

## POUR UN SAVOIR FEMINISTE : LE DIVORCE BELGE

*Par René Begon, chargé de projet en éducation permanente au CVFE*

**La notion d'« université des femmes » développée à Bruxelles par l'association du même nom est issue à la fois du mouvement de contestation des savoirs universitaires propre à Mai 68 et d'une situation particulière à la Belgique se manifestant par l'absence de collaboration entre l'université et le mouvement féministe, contrairement à ce qui se passait en Amérique du Nord et aussi en France. Comparaison entre la situation au Québec et en France où les études féministes sont présentes à l'université, et celles moins favorables de l'Italie et de la Belgique francophone.**

Pour rappel, reconnu comme organisme d'éducation permanente en 1980, le groupe « Atelier du GRIF-Université des Femmes » peut étendre son regard féministe à ce nouveau domaine, qui, tout en mettant en avant la critique de la société comme outil de la citoyenneté, ne fait aucune place particulière à la critique du patriarcat ni à l'émancipation des femmes<sup>1</sup>.

La sensibilité nouvelle de la tendance « Université des femmes » va déboucher sur une séparation au sein du groupe en 1981 : d'un côté, l'Atelier du GRIF

---

<sup>1</sup> Voir notre premier article : Begon (René), « Féminisme et éducation permanente : conquête d'une autonomie », CVFE, Liège, 2012, 9 pages ([www.cvfe.be](http://www.cvfe.be)).

continuera son travail autour de Françoise Collin, tandis que l'Université des Femmes, réunie autour d'Hedwige Peemans-Poullet, prendra son essor propre<sup>2</sup>.

L'un des objectifs de l'UF était d'obtenir une reconnaissance de certaines de ses activités par l'université. Dans le souci de se profiler comme un interlocuteur pour l'université, un séminaire de longue durée (45 heures par an) sur une problématique féministe (« Féminisme et Université ») a été mis sur pied, dans l'espoir que ce séminaire serait reconnu comme cours à option dans le domaine des « études de femmes » pour les étudiant-e-s universitaires. Malheureusement, les pouvoirs publics n'ont jamais accepté cette reconnaissance, préférant semble-t-il étudier la création de chaires sur les études de genre<sup>3</sup>.

### **Le féminisme et l'université à l'étranger**

Vu de l'étranger, le rôle joué par l'Université des Femmes dans la réflexion et la production d'un savoir féministe apparaît comme une spécificité belge. On a vu qu'il a été en partie conditionné par l'attitude frileuse du milieu universitaire à son égard et sans doute aussi, à l'égard du féminisme, ce qui se manifeste par le fait que la mise en œuvre de départements ou de cours d'études de genre à l'université est toujours à l'état de projet, alors qu'ils existent parfois depuis de longues années ailleurs (particulièrement en Amérique du Nord).

#### **Au Québec**

Dans la Belle Province, les études féministes sont intégrées au sein des universités, malgré leur caractère relativement subversif : « *Les études féministes ne sont pas indépendantes du mouvement des femmes, elles en font partie*, observe Françoise Decarries, professeure de sociologie à l'UQAM<sup>4</sup>. *Leur objectif est bien de fournir une analyse socio-politique visant à opérer un changement social au bénéfice des femmes. Le 'nous-femmes' a bel et bien quelque chose de subversif* ».

Selon la sociologue, l'optique de la recherche québécoise est de « *reconstruire un savoir féministe ancré dans le réel des femmes* ». Cela se manifeste par une démarche qu'on appelle la « recherche partenariale » et qui consiste à « *produire un savoir en collaboration avec des groupes de femmes en vue d'un changement social, c'est-à-dire de façon à faire évoluer les rapports sociaux de sexe vers plus de justice sociale* », explique encore la sociologue.

<sup>2</sup> Université des Femmes, rue du Méridien, 10 à B-1210 Bruxelles (02/229.38.25). Site : [www.universitedesfemmes.be](http://www.universitedesfemmes.be)

<sup>3</sup> Mission qui a été confiée à l'association Sophia ([www.sophia.be](http://www.sophia.be)).

<sup>4</sup> UQAM : Université du Québec à Montréal.

## **En France**

Comment s'est déroulé le passage du mouvement féministe vers l'introduction des études féministes dans l'université française ? Pour Françoise Picq, dans le courant des années '70, les féministes ont pratiqué l'entrisme envers l'université avec l'objectif avoué de « *faire table rase de toutes les connaissances androcentrées et de remettre radicalement en question le savoir masculin* ». Or ce n'est pas ce qui s'est passé.

Au contraire, on a assisté à un « *apprivoisement du féminisme par l'université* », dans le sens où les chercheuses ont voulu « *perpétuer le mouvement féministe, fût-ce au prix d'un certain nombre de compromis avec l'esprit scientifique* ». Dans un certain sens, les études féministes se sont adaptées à l'université et ont même, par leur nature propre, stimulé certains développements universitaires, comme l'interdisciplinarité ou l'ouverture et la collaboration internationales.

En 1982, le colloque de Toulouse a marqué une volonté d'institutionnaliser les études féministes, de les faire reconnaître. Dans la foulée, le CNRS a lancé un appel à projets de recherches qui a permis à de jeunes chercheuses d'entamer un parcours universitaire, en même temps que cela sonnait le glas de la recherche hors-institution (du type de celle menée à l'Université des Femmes).

« *Un certain dialogue entre la théorie et le mouvement féministe s'est progressivement instauré*, explique Françoise Picq, professeure de sciences politiques à l'université Paris-Dauphine. *En opposition à l'aspect dogmatique de la théorie marxiste, Antoinette Fouque a développé une réflexion fortement inspirée de la psychanalyse (féminologie). Parallèlement, le féminisme radical s'est proclamé matérialiste, Christine Delphy, suivie par la revue Questions féministes, s'inspirant de Marx pour dénoncer le patriarcat à travers la notion de 'mode de production patriarcal'. Cette vision n'a pas non plus échappé à la critique, certains universitaires lui reprochant le caractère réducteur d'un simple 'plaquage' du marxisme sur la question des femmes* ».

Françoise Picq n'est pas loin de penser que l'âge d'or d'une certaine recherche féministe radicale est derrière elle : « *A mon sens, glisser de la notion d'études féministes à celle d'études de genre (gender studies) n'est pas un progrès pour les femmes. Dans les gender studies, les femmes ne sont plus sujets de la recherche, mais objets et la perspective adoptée peut très bien ne pas être féministe ou même être anti-féministe. Je critique également l'évolution récente vers la théorie post-moderne, sous l'influence de Judith Butler. Les jeunes chercheuses actuelles qui se réclament de l'intersectionnalité reprochent aux féministes des années '70 d'avoir 'postulé l'homogénéité de la classe des femmes', ce qui dénote une méprise historique grave. En effet, comment supposer que des héritières de Mai 68 et du marxisme aient été indifférentes à l'existence de classes sociales antagonistes ? C'est un contresens !* ».

## **En Italie**

Concernant la situation en Italie, le diagnostic de Patrizia Romito, professeure de psychologie sociale à l'université de Trieste, est moins positif que celui de ses

collègues du Québec et de France. *« L'Italie est une société machiste, rappelle Mme Romito. Du temps de Berlusconi, on a eu le gouvernement le plus machiste de tous les temps. L'église joue toujours un rôle dominant. Dans cette situation, la femme est subordonnée. Il n'y a de women studies à l'université. Pourtant, Berlusconi a fait émerger une vague de jeunes féministes qui s'opposent à son univers »*

Dans la péninsule, il est plus facile de traiter de la différence sexuelle entre les femmes et les hommes que de la domination masculine : *« C'est plus acceptable pour le patriarcat »*, note Patrizia Romito. Elle raconte avoir accédé à l'université après un parcours du combattant d'une dizaine d'années. Cependant, elle ne se considère pas comme une chercheuse en *women studies*. Psychologue sociale, elle est aussi militante dans le privé, étant proche du mouvement associatif qui aide les femmes victimes de violence conjugale (les centres « antiviolencia »). Elle donne un cours sur la violence envers les femmes en 1<sup>e</sup> année de médecine.

Son objectif est de faire avancer la cause des femmes par des recherches qui lui sont utiles et qui sont souvent commanditées par les services d'égalité des chances des pouvoirs locaux. Son travail se fonde sur l'épistémologie du philosophe français de la fin du XIX<sup>e</sup> s., Gaston Bachelard. C'est une épistémologie de la rupture et de la distance, une rupture avec *« le respect humaniste du sujet »*. Bachelard dit qu'il faut rompre avec les préjugés, les modèles psychologues, le langage traditionnel et même les statistiques, dont la formulation est souvent discutable.

Patrizia Romito considère en effet que le langage utilisé pour parler des femmes et des phénomènes qui les concernent est trompeur et banalisateur : contre l'expression très sage de *« gender studies »*, qui n'évoque jamais les responsables de la violence envers les femmes, elle préfère employer les mots *« violence des hommes envers les femmes »* ou *« violence masculine »*. *« Il existe une complicité sociale autour de la violence contre les femmes, proclame Patrizia Romito. La moitié de l'humanité profite du patriarcat, c'est-à-dire les hommes ; et même certaines femmes 'font des affaires' avec le patriarcat »*.

### **En Belgique**

Pour la Belgique, le constat de Florence Degavre, spécialiste du « care » et des politiques sociales à l'UCL, est sans appel : *« Le mouvement féministe n'a pas réussi à se faire reconnaître par l'université, milieu très majoritairement masculin (83% d'hommes contre 17% de femmes). S'il existe des chercheuses féministes, elles sont parfaitement 'invisibles'. Les féministes font partie de laboratoires dont les présumés ne sont pas les leurs et où il leur est très difficile de faire reconnaître une approche interdisciplinaire. Dès lors, les chercheuses sont amenées à utiliser la notion de genre de manière stratégique, car la notion d'« oppression masculine » ne serait pas recevable »*.

Une conclusion qui confirme l'idée qu'une relative méfiance envers le questionnement féministe continue à exister au sein du milieu universitaire belge.

**Pour un savoir féministe : le divorce belge**

**Collectif contre les violences familiales et l'exclusion** (CVFE asbl) : 11, rue Maghin - 4000 Liège

**Publications** (analyses et études) : [www.cvfe.be](http://www.cvfe.be)

**Contact** : Roger Herla - [rogerherla@cvfe.be](mailto:rogerherla@cvfe.be) – 0471 60 29 70

*Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie*